

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 PLOUFRAGAN

Ploufragan, le 29/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TDI TREVE DINDES INDUSTRIE

Moulin de Saint Caradec
22600 Trévé

Code AIOT : 0005503588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement TDI TREVE DINDES INDUSTRIE implanté Le Moulin de Saint-Caradec à TREVE (22600). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite à la déclaration d'incident du 04/04/2024 relative à la rupture de la bâche des eaux usées d'une capacité de 200 m3.

Pour rappel, l'installation TDI ne dispose pas d'une installation de traitement de ses eaux usées. Depuis octobre 2016, les eaux usées sont stockées dans une bâche souple et transférées en citerne vers la station d'épuration de Bodin à Loudéac pour traitement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TDI TREVE DINDES INDUSTRIE
- Le Moulin de Saint-Caradec 22600 Trévé
- Code AIOT : 0005503588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement TDI est spécialisé dans la découpe de volailles (dindes prêtes à découper - PAD), la fabrication de préparations de viande et la séparation mécanique de viande (VSM) haute qualité (basse pression) par désossage mécanisé.

L'inspection a porté sur :

- le contrôle de la bâche, de ses abords et du dispositif de prétraitement ;
- le recueil des informations relatif au déroulement de l'incident et aux mesures mises en œuvre par l'exploitant pour retenir les eaux usées ;
- au contrôle visuel du séparateur hydrocarbure et des points de rejet des eaux pluviales dans la rivière l'Oust.

Post inspection : examen du rapport d'incident du 05/04/2024 et complément transmis le 15/04/2024.

Contexte de l'inspection :

- Accident: rupture de la bâche souple de stockage des eaux usées
- Pollution: vérification des risques du risque de pollution du milieu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.6	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Rejet eaux usées	AP Complémentaire du 08/08/2017, article 2	/	Demande d'action corrective	5 jours
5	Rejet eaux usées	AP Complémentaire du 08/08/2017, article 2	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Rejet eaux usées	AP Complémentaire du 08/08/2017, article 3	/	Demande d'action corrective	2 jours
7	Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 7.2.3	Susceptible de suites	Mise en demeure, dépôt de dossier	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Observations milieu aquatique	Code de l'environnement du 20/11/2023, article L.511-1	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen des plans des réseaux du dossier d'autorisation (1999) et l'étude provisoire de novembre 2023 du bureau ABER Environnement ont permis de relever :

- que les eaux pluviales du site TDI sont collectées par deux réseaux : le réseau EP TDI et le réseau EP LE CLEZIO ;
- qu'il existe deux séparateurs à hydrocarbures sur les réseaux des eaux pluviales : un sur le réseau TDI et un après le regard EP situé à côté de la bache avant rejet dans le réseau EP LE CLEZIO.

La rupture de la bache des eaux usées a permis de mettre en évidence qu'en cas d'incident lors du pompage des eaux usées ou du remplissage des conteneurs/bache, les dispositifs existants ne permettent pas d'empêcher un transfert des eaux usées dans le réseau des eaux pluviales. Un obturateur doit être mis en place sur les deux canalisations de collecte des eaux pluviales sur le site TDI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Observations milieu aquatique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/11/2023, article L.511-1
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification rejets de polluants
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : - État des lieux : L'Oust prend sa source dans la commune de La Harmoye dans les Côtes d'Armor et se jette dans La Vilaine au niveau de la commune de Rieux. L'Oust forme une partie du canal de Nantes à Brest. Le jour du contrôle il est constaté un débit important de la rivière l'Oust. - Observations du milieu : Des observations visuelles des deux exutoires des eaux pluviales et de la rivière ont été réalisées le jour du contrôle pour tenter de visualiser une pollution. Il en ressort les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- présence de quelques particules blanches très peu visibles au point de rejet EP1 des eaux pluviales de TDI (après passage par débourbeur/séparateur hydrocarbures) et au point de rejet des eaux pluviales de l'établissement LE CLEZIO. Une partie des eaux pluviales de l'établissement TDI (partie ouest selon Étude ABER Environnement de novembre 2023) se déverse dans le réseau des eaux pluviales de l'établissement LE CLEZIO ;- absence de rejets d'eaux usées de l'établissement TDI dans la rivière l'Oust ;- absence de constats de pollution visuelle dans le milieu au niveau des deux points de rejet des eaux pluviales. Les constats réalisés le jour du contrôle ne permettent pas d'identifier de pollution visuelle pouvant engendrer une dégradation du milieu aquatique, en lien avec le déversement accidentel d'eaux usées de l'établissement TDI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Incident grave – Accident
Prescription contrôlée : Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée) doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.
Constats : L'exploitant a informé par téléphone l'inspection le 04/04/2023 vers 18h00, de la rupture de la bache des eaux usées et a transmis par messagerie le 05/04/2024 la fiche de notification d'accident/incident. Un complément a été transmis le 15/04/2024 à la demande de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales sont rejetées dans l'Oust, sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 6,5 et 8,5- Hydrocarbures totale :10 mg/l- DCO : 125 mg/l- MES : 100 mg/l Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées transiteront pas deux séparateurs à hydrocarbures avant de rejoindre le milieu naturel, par raccordement au réseau eaux pluviales de la SA LE CLEZIO.
Constats : Les eaux pluviales (EP) de la partie Est du site passent par un séparateur à hydrocarbures avant d'être rejetées dans l'Oust (Point de rejet EP1). Les eaux de surface collectées à l'Ouest du site TDI sont collectées via le regard situé près de la bache des eaux usées et rejoignent le réseau des eaux pluviales de l'abattoir LE CLEZIO avant d'être rejetées dans l'Oust. Selon le dossier d'autorisation (plan des réseaux), il existe un deuxième séparateur hydrocarbures entre le regard près de la bache et le réseau EP LE CLEZIO. L'exploitant a transmis une fiche de notification d'accident/incident le 05/04/2024 à l'inspection dans laquelle les causes, les actions mises en œuvre et les actions correctives sont décrites. Une demande de complément a été adressée à l'exploitant le 10/04/2024 pour que des précisions soient apportées, notamment sur la cause de la déchirure de la bache, le dispositif d'obturation mis en place pour le caniveau et le réseau des EP. Des compléments ont été transmis le 15/04/2024 et sont pris en compte dans les constats. Suite à la rupture de la bache de stockage des eaux usées vers 16h30 le jeudi 04/04/2024, celles-ci se sont déversées dans les deux réseaux des eaux pluviales (regard près de la bache + caniveau quai d'expédition). La quantité rejetée dans l'Oust est estimée à 10 m ³ selon l'exploitant. La rupture de la bache a été constatée par un opérateur présent sur les quais et par le chauffeur de l'ETA qui venait juste de partir (citerne pleine). Les actions suivantes ont ensuite été engagées par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- obturation des regards EP (regard à côté de la bache et caniveau devant quais) avec des plaques de silicone semi-rigide (1 plaque de silicone par regard) ;- arrêt transfert des eaux usées vers la bache et report des opérations de nettoyage de l'établissement ;- pompage des eaux usées déversées et nettoyage par deux entreprises ;- installation d'un conteneur étanche pour le stockage des eaux usées. Le dispositif d'obturation du caniveau devant les quais (bache en silicone) n'est pas adapté. L'arrêté d'autorisation mentionne deux séparateurs à hydrocarbures (le deuxième avant réseau EP LE CLEZIO). Une vérification doit être réalisée. Les éléments transmis concernant la bache de stockage des eaux usées (absence de mode d'emploi) ne permettent pas de vérifier que les modalités d'utilisation (pompage direct sur la bache) sont conformes aux préconisations du fabricant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">- Utiliser un système d'obturation adapté au tuyau de récupération des eaux pluviales du caniveau devant les quais.- Vérifier la présence d'un deuxième séparateur hydrocarbure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rejet eaux usées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux usées
Prescription contrôlée : L'exploitant de la société TDI doit procéder à l'enregistrement journalier des transferts d'eaux usées réalisées et leurs destinations. Ce document est joint à la déclaration réalisée sur l'outil GIDAF.
Constats : - Absence d'enregistrement journalier des transferts des eaux usées vers la STEP de Bodin. L'exploitant n'est pas en mesure de communiquer à l'inspection les volumes transférés le jour de l'incident et les jours précédent l'incident. - Absence de déclaration dans l'outil GIDAF du suivi des rejets pour les mois de février et mars 2024. À noter pour le mois de janvier 2024, le volume journalier moyen des eaux usées est de 93.8 m ³ . À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le 15/04/2024, pour la période 25/03/2024 au 11/04/2024 : - les relevés du compteur eaux usées (situé en amont de l'entrée dans la bache) ; - les relevés de la STEP de bodin. Le total du relevé compteur de l'installation sur la période est de 914.46 m ³ et le relevé à la station de Bodin est de 1 401 m ³ .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Présenter les éléments justifiant la différence entre le volume des eaux usées générées (914 m ³ selon compteur) et les volumes réceptionnés à la station de Bodin 1 401 m ³ (débitmètre). Différence de 486 m ³ . L'essentiel des eaux usées est généré à partir de 17h00 lors des opérations de nettoyage par l'entreprise extérieure (arrêt et service maintenance). Le volume moyen d'EU produites (selon relevés compteur mars/avril 2024) est de 70.34 m ³ avec des pointes à 78 m ³ . Justifier que le conteneur temporaire de 70 m ³ est de capacité suffisante.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 jours

N° 5 : Rejet eaux usées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2017, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux usées
Prescription contrôlée : Le rejet d'eaux usées direct ou indirect dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface est interdit.
Constats : La rupture de la bache de stockage des eaux usées au niveau du point de pompage a généré un rejet d'eaux usées dans le milieu via le réseau des eaux pluviales TDI et via le réseau des eaux pluviales du site LE CLEZIO. Lors de l'inspection présence de deux conteneurs étanches de 70 m ³ . Un premier conteneur a été installé le 04/04/2024 vers 20h00 et le deuxième le 05/04/2024 matin. Le tuyau des eaux usées précédemment raccordé à la bache est raccordé à l'un des conteneurs.

<p>Suite à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un seul conteneur de 70 m³ présent sur le site ; - le tuyau d'alimentation des eaux usées (EU) vers le conteneur a été changé ; - le tuyau des EU a été fixé au conteneur et la zone de transfert a été sécurisée (Installation de deux IBC remplis d'eau). <p>Concernant le système anti-débordement, l'exploitant a indiqué : "<i>un capteur de niveau autonome est en cours d'achat</i>". Celui-ci déclenchera l'arrêt de la pompe de relevage des UE (arrêt transfert) et une alerte sur portable d'astreinte.</p> <p>Dans l'attente de son installation, et pour éviter un débordement l'exploitant a précisé qu'un contrôle visuel était réalisé par le service maintenance et que l'ETA réalisait les transferts d'EU plusieurs fois par jour.</p> <p>Un conteneur de 90 m³ a été commandé le 05/04/2024 (bon de commande transmis à l'inspection)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délai de réception : 3 semaines
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans l'attente de la mise en place du conteneur de 90 m³ (actuellement 70 m³) avec capteur niveau haut, l'exploitant met en place toutes les mesures pour empêcher un débordement du conteneur des eaux usées.</p> <p>L'exploitant transmet un dossier de porter à connaissance décrivant le moyen de stockage des eaux usées et le dispositif de prétraitement. Ce dossier présentera les détecteurs et capteurs sur le circuit et équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Rejet eaux usées

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2017, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux usées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Fréquence de suivi du paramètre Volume en m³/jour: Quotidienne</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré lors de l'inspection que le volume des eaux usées quotidien est d'environ 85 m³ et que la bâche contenait environ 50 m³ lorsqu'elle s'est déchirée.</p> <p>Absence d'enregistrement des volumes quotidiens des eaux usées générées et transférés vers la station de Bodin à Loudéac permettant de justifier du volume stocké dans la bâche lors de l'incident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en place un enregistrement des eaux usées produites et des eaux usées transférées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 jours</p>

N° 7 : Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 15/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'actions correctives• date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : <p>L'établissement est pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'Incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.</p> <p>1°) Les voies d'accès réservées aux engins des Sapeurs-Pompiers devront être maintenues dégagées en permanence de tout encombrement. Toutes dispositions devront être prises à ce sujet en accord avec la Commission d'Arrondissement de Sécurité en accord avec le chef du C.S.P de LOUDEAC.</p> <p>2°) Du matériel de lutte contre l'incendie devra être mis en place dans l'établissement (extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres, des extincteurs appropriés et des robinets d'incendie armés).</p> <p>3°) Les installations électriques devront répondre aux dispositions du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs.</p> <p>4°) A moins que ce ne soit déjà fait, fournir aux Sapeurs-pompiers de Loudéac un plan de masse de l'établissement sur lequel figurera: - les bâtiments avec leur destination, - les moyens de secours en eau utilisables par les Sapeurs-Pompiers.</p> <p>5°) Les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie devront être réalisés, de façon à fournir simultanément et en permanence un débit de 360 m³/heure.</p> <p>L'implantation et le nombre des hydrants devront être déterminés avec le concours de l'officier sapeur-pompier préventionniste du secteur de Loudéac avant le début des travaux.</p> <p>Ce ou ces points d'eau, accessibles en permanence aux engins de lutte contre l'incendie en utilisant un chemin praticable, devront être répartis à une distance inférieure à:</p> <p>100 mètres de l'établissement pour 120 m³/heure 200 mètres de l'établissement pour 120 m³/heure 400 mètres de l'établissement pour 120 m³/heure.[...]</p>
Constats : <p>Depuis la dernière inspection, l'exploitant n'a pas déposé de dossier de porter à connaissance précisant les mesures prises pour disposer des moyens de lutte suffisant en cas d'incendie.</p> <p>L'étude provisoire d'ABER Environnement de novembre 2023 et les conclusions du SDIS (rendez-vous du 25/01/2024) précisent :</p> <ul style="list-style-type: none">- un besoin global en eau de 720 m³ est requis (360 m³/heure pendant 2 heures) et une carence en eau sur le site de 500 m³ (1 seul poteau incendie, 60 m³/h, présent à 400 m) .- l'absence de rétention des eaux d'incendie. En cas de sinistre, les eaux s'écouleraient dans les eaux superficielles. <p>L'exploitant a informé l'inspection qu'un poteau incendie 60m³/heure sera installé à partir du 15/04/2024 à 50 mètres du bâtiment.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant porte à la connaissance du préfet, le rapport d'étude finalisé avec les mesures qui seront réalisées pour assurer :</p> <ul style="list-style-type: none">- les moyens de lutte contre un incendie et- la rétention des eaux d'extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/1999 article : 5.1
Thème(s) : Déchets
Prescription contrôlée : [...] Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet. [...] Pour chaque catégorie de déchets, l'exploitant doit respecter le niveau de traitement ou d'élimination fixé dans la partie déchets de l'étude d'impact. [...] L'exploitant établit une procédure écrite relative à la collecte et à l'élimination des différents déchets générés par les installations. Cette procédure régulièrement mise à jour est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Le rapport d'incident transmis par l'exploitant le 05/04/2024 précise dans les mesures prises : <i>« Graisse résiduelle au fond de la bache et dans le séparateur d'hydrocarbures: société Triskell assainissement. Destination: STEP de Calouët ou station de méthanisation Biodéac à Loudéac. »</i> Par ailleurs, suite à la demande de complément du 10/04/2024 transmise le 15/04/2024, l'exploitant indique « À noter qu'une partie des effluents a pu être dirigée à la station de méthanisation Biodéac, par l'entreprise Triskell qui est intervenue le jour et le lendemain de l'incident. » Les déchets issus du séparateur hydrocarbures doivent être traités dans une filière autorisée. Les unités de méthanisation et les stations d'épuration des eaux usées ne sont pas des installations habilitées à traiter ce type de déchet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Veiller au respect des filières de traitement en fonction de la catégorie des déchets. Transmettre la procédure relative à la collecte et à l'élimination des déchets générés par les installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs
Proposition de délais : 1 mois